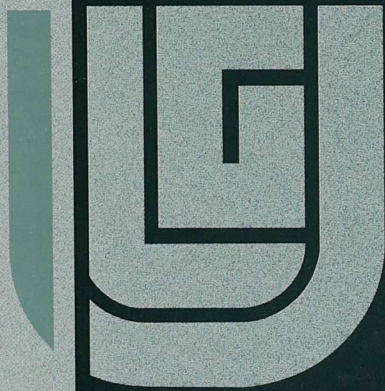


P127989

U n i v e r s i t é d e L i è g e



Discours de Philippe Fontaine  
Président de l'Association  
des Amis de l'Université de Liège  
*"Le changement utile"*

■

Discours de Sébastien Bollingh  
Etudiant à l'Université de Liège  
*"Vers une Université démocratique"*

■

Discours du Recteur Arthur Bodson  
*"L'avenir du Petit Prince"*

Rentrée  
Académique  
1995-1996

29 septembre 1995



P 12798 B

## INTRODUCTION

La première partie de la séance solennelle de rentrée académique a été consacrée à la collation du grade de Docteur *honoris causa* de l'Université de Liège à quatre savants étrangers, dont les titres ont été présentés par quatre collègues liégeois.

Sur proposition de la Faculté de Philosophie et Lettres :

◆ M. Pierre RICHÉ, professeur émérite à l'Université de Paris X-Nanterre

Sur proposition de la Faculté des Sciences :

◆ M. Werner SCHREYER, professeur à l'Université de Bochum

Sur proposition de la Faculté de Médecine :

◆ M. Pierre DELAVEAU, professeur honoraire à l'Université René Descartes (Paris V)

◆ M. Markku SEPPÄLÄ, professeur à l'Université de Helsinki





AU TERME DE  
LA CÉRÉMONIE,  
**PIERRE RICHÉ**  
A REMERCIÉ  
L'UNIVERSITÉ  
DE LIÈGE  
AU NOM DE  
LA PROMOTION.



Mesdames,  
Messieurs,  
Mes chers Collègues,

Monsieur le Recteur m'a chargé d'une périlleuse mission. J'en suis très honoré et inquiet à la fois. Je dois en effet être le porte-parole de mes collègues qui viennent avec moi de recevoir cette éminente dignité.

Que dire, sinon notre grande gratitude envers l'Université de Liège et son Conseil académique.

Nous sommes tous, à différents titres, vous l'avez dit, mes chers collègues, des amis de votre Université. Le professeur Pierre Delaveau qui a participé à plusieurs reprises aux colloques organisés par le Cercle des Pharmaciens de l'Institut Gilkinet. Le professeur Seppälä qui a travaillé avec son collègue Lambotte, et le professeur Schreyer, lauréat de la Société géologique de Belgique. J'arrive alors, littéraire parmi ces scientifiques, médiéviste comme Jean-Louis Kupper qui anime si bien la revue *Le Moyen Âge*, et historien de l'éducation comme Franz Bierlaire. Je les remercie tous deux d'avoir présenté ma candidature.

La ville de Liège m'est depuis longtemps familière. Mon premier lycée, le Petit Condorcet, est situé près de la rue de Liège, non loin de cette cité Monthiers dont Jean Cocteau parle dans *Les enfants terribles*. Mon professeur d'histoire, qui demeurait rue de Liège, nous rappelait l'héroïsme de la cité

pendant la Grande Guerre. Je retrouve Liège avec Louis XI en lisant *Quentin Durward* avant de découvrir Commynes.

Mais c'est lorsque je suis étudiant en histoire à la Sorbonne que les noms prestigieux des médiévistes liégeois s'imposent à moi. Pirenne qui ouvrit sa carrière avec une étude sur Sedulius de Liège mais surtout Godefroid Kurth qui, à 25 ans, inaugura l'enseignement de l'histoire médiévale dans votre Université. Doué d'une grande puissance de travail, sachant faire avec méthode la critique des sources et présentant avec art et éloquence le résultat de ses recherches, Godefroid Kurth étudie pendant plusieurs décennies l'histoire de son pays liégeois et celle du Haut Moyen Âge européen. Il y a exactement un siècle, en prévision de la célébration du 1400<sup>e</sup> anniversaire du baptême de Clovis, il écrit un grand livre sur le premier roi mérovingien catholique, livre qui a été réédité plusieurs fois et qu'on relira encore avec profit l'année prochaine. Pour moi qui, comme on l'a rappelé, publiai mon premier livre sur les *Invasions barbares*, les travaux de Kurth, qu'il s'agisse de *Clovis* ou des *Etudes franques* ou des *Etudes critiques sur la vie de sainte Geneviève*, née à Nanterre, me furent précieux.

Je retrouve Liège en abordant l'époque carolingienne, Liège, la ville de saint Lambert, Herstal où Pépin II avait son palais. Liège, proche d'Aix, est une des capitales de l'Europe carolingienne, première esquisse de notre Europe actuelle. L'irlandais Sedulius si bien accueilli par l'évêque Nartgar, préféra Liège à Aix-la-Chapelle. Il trouvait là des hommes capables de comprendre ses poésies fort savantes.

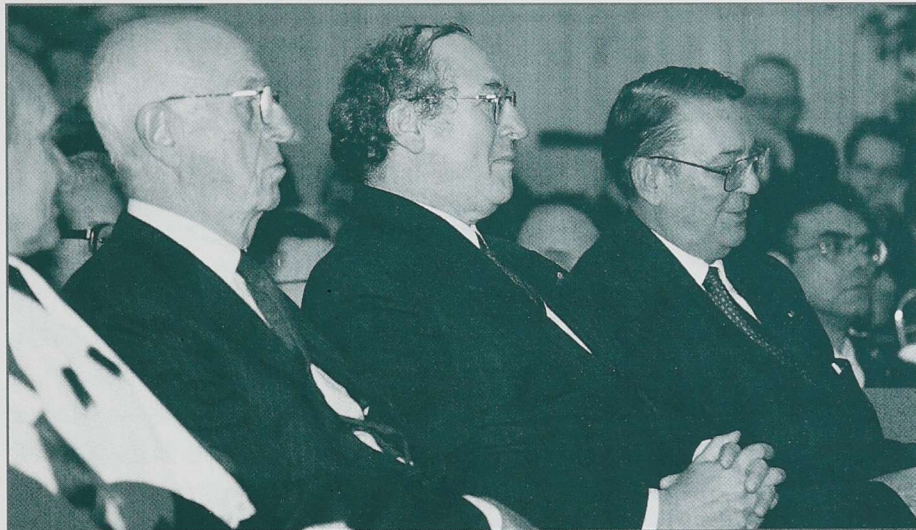
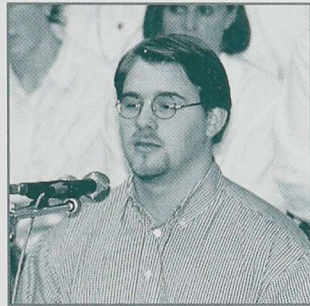
Déjà l'école de Liège se distingue parmi d'autres. Au X<sup>e</sup> siècle, elle devient l'*Athènes du Nord* dirigée par ce remarquable évêque Notger auquel Kurth a consacré une étude non remplacée. Notger est l'ami de Gerbert d'Aurillac qui est mon ami, si l'on peut dire. Dans sa correspondance, Gerbert écrit plusieurs lettres à Notger qu'il appelle même une fois *Père de la patrie*, lui fait confidence du double jeu politique qu'il mène au moment des luttes entre Hugues Capet et les derniers Carolingiens et il parle du siège de Chèvremont. Il lui demande son appui lorsque, devenu archevêque de Reims, il est en difficulté avec la Papauté.

Et le voilà à son tour pape sous le nom de Sylvestre II, le pape de l'an mil. Il est alors en correspondance scientifique avec Adelbold, élève de Notger.

Ainsi en travaillant sur les Mérovingiens, sur les Carolingiens, sur Gerbert, je me suis souvent trouvé à Liège. Et m'y voici présentement avec mes trois collègues, honorés par l'Université. À l'heure où l'Europe du troisième millénaire se construit difficilement mais réellement, votre Université contribue au rapprochement des esprits et des cultures. Longue vie à votre ville et à votre Université.









# DISCOURS DE PHILIPPE FONTAINE

PRÉSIDENT  
DE L'ASSOCIATION  
DES AMIS  
DE L'UNIVERSITÉ  
DE LIÈGE

## LE CHANGEMENT UTILE



L'Association des Amis de l'Université ne se justifie que par les services qu'elle rend à la communauté universitaire, à l'institution, mais aussi et surtout aux étudiants et aux jeunes diplômés.

Si nos actions actuelles se situent dans la continuité du passé, elles ne semblent plus répondre à tous les besoins d'aujourd'hui.

Les difficultés rencontrées par l'Association dans son action auprès des jeunes diplômés imposent qu'elle se remette en cause, se renouvelle, se modifie, s'adapte aux changements profonds de l'institution et de la société.

Les Anciens peuvent constituer des appuis d'expérience, de compétence, d'expertise, de talent; il apparaît cependant clairement que les jeunes diplômés, ceux-là même qui constituent le cœur de notre cible, pour des raisons diverses, ne se tournent pas naturellement vers les Amis pour obtenir le conseil, le soutien ponctuel ou le relais que leur Association devrait pouvoir fournir. Il faut donc inventer le changement utile qui permettra de réconcilier l'action avec les objectifs.

Fort de cette certitude, notre Comité, pleinement soutenu par son Conseil d'administration, a pris la décision de tout faire

pour rapprocher les étudiants et les jeunes diplômés de leurs aînés. La participation active de plusieurs jeunes diplômés au Comité exécutif en est un premier signe. La mise en place d'un nouveau service d'assistance à la recherche d'un premier emploi, animé et géré par de petites cellules pluridisciplinaires, et destiné à sensibiliser nos jeunes au professionnalisme auquel s'attendent les recruteurs, tant belges qu'étrangers, en est un second.

Il nous a semblé qu'il fallait aller encore plus loin que ces actions concrètes immédiates. Mais comment aider l'Université de Liège à se différencier, à former des diplômés à la fois capables de s'intégrer dans un monde caractérisé par la globalisation financière, la compétition et les rivalités économiques, et en même temps capables d'éviter de subordonner la culture et la société à la seule efficacité ?

La complexité des problèmes auxquels se trouvent confrontées notre société et notre région nous impose de reculer les limites de l'impossible en donnant libre cours à notre imagination pour créer les conditions d'un avenir meilleur.

Les Amis doivent et peuvent y contribuer. Ils sont un lieu vivant de rencontres et d'échanges, un rassemblement pluraliste et pluridisciplinaire, un ensemble intéressé et capable de faire des propositions. Lieu de rencontre interfacultaire, ils peuvent favoriser le décloisonnement, le dialogue. Quelle

richesse pour l'Université si 40 000 diplômés y sont attentifs et lui offrent un miroir loyal à ses actions !

À plusieurs reprises, Monsieur le Recteur, vous nous avez parlé de l'importance de l'invisible. Cet invisible qui, nous a-t-il semblé, n'a pas trait seulement à l'existant peu perceptible, comme la qualité pédagogique, mais aussi et surtout à ce qui est inexistant, c'est-à-dire à créer.

Alors que nous discutons de ce thème, le Professeur Jean-Marie Choffray m'a fait découvrir dans le domaine, non loin d'ici, au détour d'un petit chemin longeant les bâtiments de l'Institut de Chimie, une sculpture à l'apparence anodine. Un énorme bloc de pierre scindé en deux pour livrer passage au promeneur, mais si le promeneur se retourne, lui apparaît une inscription à peine visible : *Passage interdit*. Quel symbole pour nos actions, quelle élégante manière de montrer la nécessité de nous remettre en question, en acceptant de briser les interdits et les contraintes afin de tracer notre chemin !

Ainsi, il nous faut être des agents du changement, des pourfendeurs de certitudes, des créateurs de valeur humaine.

C'est pourquoi, Mesdames, Messieurs, chers Amis, comme première proposition de

changement, nous avons décidé, au sein de notre Comité, en parfait accord avec notre Conseil d'administration, de tout mettre en œuvre dans les mois et les années à venir pour lutter contre le pessimisme ambiant et sensibiliser tous nos membres, et en particulier les plus jeunes, aux opportunités nouvelles qu'offre notre environnement en matière de création d'emplois et d'activités. Nous sommes convaincus que seule une telle prise de conscience, associée à l'acceptation du risque et à la joie d'entreprendre, est de nature à atténuer les difficultés auxquelles nous faisons face aujourd'hui en matière d'emploi. Et c'est pourquoi nous serions heureux d'être jugés, dans les années à venir, sur la base de notre contribution au développement d'un profond mouvement de mise en valeur de la créativité et de l'esprit d'entreprendre auprès des jeunes issus de notre chère *Alma Mater*.

Je vous remercie de votre attention.





DISCOURS DE  
**SÉBASTIEN BOLLINGH**  
ÉTUDIANT

VERS UNE UNIVERSITÉ  
DÉMOCRATIQUE



Madame et Messieurs les Ministres,  
Monsieur le Recteur,  
Monsieur le Vice-Recteur,  
Mesdames et Messieurs les Professeurs,  
Chers étudiants,  
Mesdames, Messieurs,

L'an dernier, à cette époque, à cette tribune, s'exprimait pour la première fois, à l'occasion de notre rentrée académique, un représentant étudiant. En invitant Philippe Henry ici même, c'est le mouvement étudiant — travaillant dans l'ombre à l'amélioration et à la défense de notre système d'enseignement — que vous reconnaissiez. Les mois qui suivirent nous ont révélé la force tant mobilisatrice que constructive, la conscience "politique", la réflexion parfois "dérangeante" d'un mouvement étudiant reconnu comme partenaire social. Tout cela s'est déroulé avec une telle vélocité et une portée si grande, que je ne puis ce soir commencer mon allocution sans en retracer un rapide historique des moments forts.

Le 18 octobre, alors que la pression montait depuis plusieurs semaines, eut lieu la première grande manifestation communautaire du mouvement : nous étions 30 000 dans les rues de Bruxelles pour défendre un enseignement de qualité... Faisant fi de cette mobilisation, le gouvernement de la Communauté française vote le décret des "grandes écoles" le 20 octobre. Le mouvement ne se brise pas pour autant et continue à défendre sa cause. Nous serons 36 000 à Liège le 27 octobre, 15 000 à Mons durant le congé de

la Toussaint et 34 000 à Namur le 9 novembre. Le gouvernement accepte alors de geler le décret et d'entamer les négociations avec les étudiants, ce qui sera chose faite le 16 novembre. C'est la première fois dans l'histoire de la Communauté française qu'un décret voté est retiré sous la pression sociale. C'est aussi, et surtout, la première fois que les étudiants acceptent le principe de la négociation et les risques afférents. Les négociations aboutiront à un remaniement du décret et à la mise en place du processus des Assises.

Point final du mouvement de l'an dernier, les Assises furent plus que controversées. Vaste fumisterie exutoire pour les uns, opportunité d'un changement véritable et total pour d'autres, la réalité semble se situer ailleurs. Deux niveaux d'activité sont à considérer : le niveau microscopique, à l'échelle des écoles et facultés, et le niveau macroscopique, à l'échelle de la Communauté française et des partis politiques. La participation au processus fut massive et constructive. Les différents acteurs de l'enseignement, tous niveaux confondus, vinrent débattre et proposer leur vision de l'enseignement nouveau. On peut, sans choquer aucun acteur, extraire des conclusions des Assises trois points consensuels :

1. Il existe une volonté réformatrice véritable et le débat est devenu inévitable;
2. Il n'est plus possible de repenser le système d'enseignement sans les acteurs de terrain;

3. Le maintien de la qualité de l'enseignement implique un refinancement véritable.

Si le travail de terrain fut une réussite, le répondeur politique n'a malheureusement pas suivi. Pire, nos responsables semblent opter pour un enseignement réformé mais non repensé, où les acteurs ne sont pas concernés et où le financement est impossible.

Mais venons-en plus particulièrement à notre monde universitaire. Tous ses acteurs vous diront qu'il n'est pas épargné, et c'est vrai. Le moratoire d'abord, l'enveloppe fermée ensuite ont mis les budgets à mal. L'enseignement est en crise, nous l'avons signalé et ressenti au cours des Assises. L'université n'est pas une exception. Deux voies opposées se présentent alors : mener de front une révision interne de l'utilisation des moyens et réclamer un refinancement, ou se contenter de ce que l'on a et limiter l'accès ...

La tentation dans nos milieux est grande de céder au second choix, plus simple à mettre en œuvre, demandant peu d'énergie et bénéficiant de l'appui des corporations concernées. C'est dans l'espoir d'endiguer cette tentation que j'en viens au cœur de mon développement : la problématique de l'accès à l'enseignement.

La Fédération étudiante de l'Université de Liège, au sein de la FEF, a toujours défendu

l'accès le plus libre et le plus démocratique à l'enseignement supérieur parce que, par principe, nous considérons la diffusion des connaissances comme un signe de progrès en soi.

Dans cette perspective, limiter l'accès ne ferait que renforcer la quête d'un diplôme au détriment d'une quête de formation.

Nous vivons dans un contexte d'emploi dans lequel le partage du temps de travail est maintes fois avancé comme solution. Probablement, mais il faut être conscient que ce partage ne saurait se réaliser efficacement et équitablement sans une quantité suffisante de personnes à tous les niveaux de qualification et entre lesquels ce travail sera réparti.

Ici, le contingentement des étudiants ne pourrait mener qu'à une réforme à deux vitesses, où certains partageraient le travail et où d'autres ne devraient ou ne pourraient le faire.

La crise prétextée en tout lieu pour légitimer les erreurs n'est, à mon avis, pas réaliste. Une crise de 25 ans, cela n'existe pas et ce n'est pas en gérant la situation comme une crise que le problème sera solutionné. Nous avons été dépassés par notre progrès. D'une part, au sens où il évolue plus vite que nos repères socio-culturels et d'autre part,

parce que nous ne sommes plus capables de lui faire servir la cause de la société. Le progrès posé exclusivement pour lui-même est un non-sens, voire un danger. Nous vivons non dans une crise, mais bien dans un bouleversement considérable, une mutation de notre mode de vie et de pensée.

Une limitation d'accès, dans cette perspective, restreignant le niveau de qualification moyen, ne permettrait pas l'adaptabilité des acteurs qu'exige la maîtrise des mutations technologiques, sociales et culturelles.

D'autre part, je dirais que d'un point de vue moral, limiter l'accès est toujours discriminatoire, arbitraire, tant est forte la corrélation entre l'échec des premières années et le milieu social de l'étudiant. L'accès au savoir doit, aujourd'hui, être reconnu sans équivoque comme un droit de chacun.

Enfin, et d'un point de vue basement matériel, est-il nécessaire de souligner encore que dans le marasme économique actuel, une année de chômage coûte plus cher à la société qu'une année d'études ... ?

Vous comprendrez dès lors aisément que l'accès soit la première clé de garantie pour que l'université puisse réaliser les

missions qui lui sont assignées et particulièrement : un service à la société globalisé dans ses perspectives de citoyenneté. Pour permettre la réalisation de ces objectifs prioritaires, là aussi des moyens sont nécessaires; c'est pourquoi je vous quitterai sur un appel au refinancement de l'enseignement.

Loin de l'utopie que d'aucuns se plaisent à lui faire revêtir, cette revendication est réaliste, réfléchi, réalisable. Bien plus, indispensable. Les pistes techniques d'un refinancement existent; il ne s'agit donc pas d'une impossibilité légendaire, mais d'un choix, un choix que nous devons réclamer, un choix que les politiques doivent oser. Il est fini le temps du jeu de cache-cache. Nous réclamons des positions progressistes. Chacun doit prendre ses responsabilités.

Je vous invite tous ici, étudiants, professeurs, assistants, chercheurs, à répondre à cet appel que déjà, l'an dernier, lançait Philippe Henry. Osons construire — ensemble et contre vents et marées — un enseignement résolument moderne, démocratique, de qualité et basé sur la participation. Osons réclamer la mise à disposition des moyens permettant une logique de besoins.

Je vous remercie





## DISCOURS DU RECTEUR ARTHUR BODSON

### L'AVENIR DU PETIT PRINCE



Mesdames,  
Mesdemoiselles,  
Messieurs,

Permettez-moi d'abord, Monsieur le Ministre, de vous accueillir. Sans doute êtes-vous un fidèle de nos manifestations, mais c'est la première fois que vous participez à une rentrée comme ministre chargé des universités. Bienvenue à l'ancien de l'Université de Liège et au Liégeois, avec la sympathie envers nous que cela laisse supposer, au Ministre, avec son autorité bienveillante sur nous, au représentant enfin de notre pouvoir organisateur, avec les devoirs particuliers envers nous que cet engagement implique !



Les dossiers des universités vous sont, je crois, bien connus; je ne les reprendrai donc pas ici. Il me suffira de renvoyer, par exemple, au discours qu'a prononcé M. Hallet, Président du Conseil d'administration de l'UCL, à la rentrée académique de son Université. Cet homme de longue expérience a très bien dit nos attentes communes, montrant qu'il a étudié et qu'il partage globalement les positions du Conseil des Recteurs.



En ce qui concerne notre Université, elle a récemment fait connaître sa politique d'investissement. La seule chose qu'il faille

rappeler à ce sujet est que, si la dotation qui nous a été allouée pour poursuivre notre transfert permet une avancée considérable, elle sera insuffisante, malgré toute notre rigueur, pour achever le chantier. Il faut donc songer, dès à présent, à financer une dernière phase d'investissements immobiliers qui sera nécessaire après le plan septennal en cours. Mais cette attente n'est pas non plus exclusivement liégeoise.



Selon les circonstances, des discours comme celui-ci s'adressent à nos ministres, à la communauté universitaire, à l'opinion, aux parlementaires, aux Liégeois, que sais-je encore ? Aujourd'hui, je voudrais être très bref, car notre programme est chargé, et vous livrer une simple réflexion d'un membre, d'un citoyen de la Communauté française de Belgique, une de mes patries, une de mes familles les plus chères.



Depuis quinze ans environ, les circonstances m'ont amené à m'occuper des questions universitaires générales et à observer notre politique d'éducation, à laquelle je m'intéressais déjà auparavant.

Depuis tout ce temps et même davantage, il y a crise, depuis, par exemple, MM. les Ministres Humblet ou Hoyaux, en passant — je

cite au hasard — par MM. Tromont, Damseaux, le tandem Ylieff-Grafé, le tandem Di Rupo-Lebrun, pour en arriver à l'équipe Onkelinx-Grafé. Ce n'est pas une crise, c'est une maladie chronique grave, encore aggravée depuis la communautarisation de l'enseignement. Et nous voici repartis, dès le mois d'octobre 1995, pour de nouvelles tribulations à l'issue incertaine.

C'est fatigant, c'est usant, c'est déprimant pour tous, étudiants, enseignants, politiques, citoyens. La vérité est qu'il y a au moins deux décennies que nous n'avons pas les moyens de la politique que nous affichons et que nous nous acharnons à "faire comme si". Un bon Wallon dirait que nous sommes *dès grands vantrins sins cowètes*.

J'ai parlé à l'instant de notre famille francophone. Pour garder la même métaphore, je songe à ces familles en difficulté matérielle, refusant les dures réalités et ne cessant de se quereller, avec des parents impuissants accusés de tous les maux et des enfants frustrés refusant d'entendre raison, familles désunies par la dèche, familles sans projet et donc sans avenir, qui font pitié. Il y a une autre attitude. Dans l'épreuve, la famille se soude, elle fait face, elle sait qu'il n'y a pas d'oncle d'Amérique, de voisin généreux, de grand-papa gâteau, elle compte ses sous et reconstruit son avenir avec les moyens assurés dont elle dispose. Nous sommes comme la première famille, nous n'arrivons pas à être comme la deuxième.



Je me garderai bien de prétendre arbitrer la querelle sur l'argent disponible, mais je voudrais attirer votre attention sur une des conséquences les plus graves de cette querelle permanente.

Pendant que nous sommes englués dans nos dévorantes discordes, nous n'avons ni le temps, ni l'énergie de construire le futur. Les problèmes-clés de l'avenir de notre enseignement sont en souffrance. Nous entrons dans l'avenir à reculons et nos gouvernants sont détournés de leur travail essentiel.

C'est très grave, car, à une époque où tout change, et vite, c'est d'actualisation, c'est de prospective que nous avons besoin, c'est de programmation, c'est de vision à moyen et à long terme. Au lieu de cela, nous nous disputons, année après année, à propos d'économies urgentes dont on voit bien qu'elles sont incontournables, mais qui, à elles seules, ne donnent aucune perspective à l'action politique.

Bref, nous avons besoin d'une réflexion approfondie sur ce que nous voulons, sur ce qui est prioritaire, sur ce qui est à notre portée. L'enseignement ne s'improvise pas au hasard des aléas budgétaires ni sous la menace de sous-groupes de pression; il se construit lentement — c'est une affaire d'hommes et de mentalités — et donc il est urgent de piloter cette lenteur.

Je pourrais donner de nombreux exemples de ce dont il faudrait s'occuper : la législation universitaire en retard, la relève académique, l'enseignement technique et professionnel, la nécessaire autonomie des écoles, la connaissance des langues, les bases de la formation générale, la mobilité sociale liée à l'école, etc.

Mais l'essentiel est d'abord de changer d'attitude ou plutôt d'ajouter le débat essentiel au débat budgétaire et de les concilier. Cela nous fait cruellement défaut. Cela aurait le mérite, en nous traçant enfin une voie, de nous rendre espoir, de donner une stratégie éducative tenable à notre famille.

Pour cela, nous avons besoin d'un pacte où toutes les forces politiques — car le problème est hautement politique — soient parties prenantes et s'engagent à maintenir, dans la durée, à travers les aléas électoraux, une ligne de conduite propre à assurer la modernité de notre éducation. On n'a pas le droit de se diviser là-dessus. Et il ne suffit pas de dire que l'on veut un enseignement de qualité. Cela, tout le monde le dit depuis des années et cela ne veut rien dire de concret, de précis. C'est un slogan, pas un programme.



En janvier 1995, ma carte de vœux représentait le Petit Prince regardant de sa planète les Assises de l'Enseignement et les

rififis auxquels nous sommes à présent abonnés. Il demandait poliment : *S'il vous plaît, dessinez-moi une école.* Le dessin de Kroll, inspiré de Saint-Exupéry, condensait à lui seul tout ce que je viens de vous dire. Le Petit Prince, qui doit être notre première préoccupation, attend toujours un début de réponse.

Notre époque a le goût des titres-chocs; je me souviens d'un film intitulé *Et la tendresse, bordel ?* Je commence à craindre que le Petit Prince devienne moins aimable, moins poli, très peu académique, et que bientôt il nous crie : *Et mon avenir, bordel ?*

Je vous remercie.





